

## **BUDGET DEPARTEMENTAL : NE PAS LAISSEZ FAIRE !**

Les choix budgétaires de la majorité départementale sont inacceptables. Ils menacent le pouvoir d'achat des familles et l'emploi. Ils mettent en difficultés la vie associative, culturelle et sportive, l'éducation et l'action sociale. Ils plombent l'économie départementale et aggravent les inégalités.

Nous avons durant toute la discussion du budget bataillé avec âpreté, pour nous opposer et proposer d'autres choix que des réductions brutales de crédits. Ainsi dans une déclaration préalable, nous avons appelé à résister à l'austérité générale, à préserver la dépense publique et les services à la population.

Nous avons mis le député E.Courtial, président du conseil départemental, devant ses responsabilités en dénonçant son inaction pour l'emploi et la défense des salariés des entreprises Griset à Villers Saint-Paul et Bonduelle à Russy-Bemont ; plus de 200 emplois perdus.

Nous avons combattu par nos interventions sur chaque dossier budgétaire ; action sociale, transports, éducation, culture, sport, personnel départemental...les coupes sombres annoncées dans les services à la population, y compris les personnes âgées, les enfants, les personnes touchées par un handicap....les centres de loisirs, les manifestations culturelles, les écoles de musique...

### **Nous avons déposé et défendu, deux amendements ;**

Pour annuler la hausse de 120% du coût des transports scolaires pour les familles de lycéens et obtenir la gratuité pour les familles nombreuses et celles touchées par le chômage.

Pour abonder aux crédits du Service départemental d'incendie et de secours dans le contexte actuel, alors que les conditions de travail des pompiers doivent encore être améliorées.

### **Nous avons déposé et défendu trois motions ;**

Pour le financement du RSA, dénonçant l'écart entre le coût du financement de cette allocation par les départements, 8 Mds d'Euros, soit 3% de la richesse accumulée par 10 grandes fortunes françaises, 195 Mds d'Euros.

Pour une alternative à la fermeture de 6 maisons du conseil départemental, par une mutualisation avec les antennes décentralisées, annoncées par la nouvelle Région.

Pour la solidarité avec les Goodyear, salariés de notre Région condamnés à la prison pour avoir osé défendre leur entreprise et leur outil de travail.

Nous avons dénoncé et refusé, la hausse de 40% en moyenne du coût des transports interurbains, annoncée avant même que le budget soit adopté.

Face à cette cure d'austérité territoriale qui vient s'ajouter à l'austérité nationale. Face à cette aubaine pour le parti « les Républicains », soutenus de fait pendant toute la discussion budgétaire par le Front National, nous appelons à la résistance et à l'action de tous les acteurs de la vie départementale, des habitantes et habitants de notre département.

Catherine DAILLY,  
Alain BLANCHARD,  
Élus communistes du canton de Montataire  
Conseillers départementaux de l'Oise

Le 01 Février 2016